

CFF sécurité

SwissSkills 2018

L'aide à l'exécution de l'OLED





Lors des journées de préparation à Sursee, les participants ont suivi une formation aux relations avec les médias, afin de ne pas briller seulement lors des SwissSkills 2018, mais aussi devant la caméra (page 18).

Éditorial	3
Assemblée des membres 2018	4
Événement Infra	7
OLED	8
CFF sécurité	10
Une activité en profondeur	12
CAS en travaux spéciaux	14
Conférence spécialisée travaux souterrains	16
SwissSkills 2018	18
Interview Urs Hany	22
Les Nouvelles	26
Dates et Impressum	27

Construire l'avenir et assumer son passé



L'image de notre secteur dans l'opinion publique est ternie, suite aux décisions de la commission de la concurrence. Moi-même et Infra Suisse défendons clairement et sans réserve une concurrence ouverte, équitable et transparente. Les violations de la loi doivent être sanctionnées. Cette position doit être consolidée au sein de notre secteur. Ce n'est qu'ainsi que nous retrouverons la confiance du public, de nos clients, de nos partenaires et de nos collaborateurs/trices. En tant que directeur d'une entreprise de construction sanctionnée, je suis fermement convaincu que nous devons assumer notre passé.

Au comité d'Infra Suisse, j'ai déjà pu me rendre compte, au cours de ces quatre dernières années,

de l'influence que nous pouvons avoir. Depuis la dernière assemblée des membres 2018, je suis président d'Infra Suisse. Marcher dans les pas d'Urs Hany n'est pas chose aisée, tant son empreinte est profonde. Je dois tracer mon propre chemin. Dans ce cadre, les membres d'Infra Suisse seront au centre de mes activités. Quels sont les besoins des constructeurs d'infrastructures? Quels sont leurs préoccupations? Dans quels domaines Infra Suisse peut-elle leur offrir un soutien?

La construction d'infrastructure est mon univers. Mon cœur bat pour les grands travaux de génie civil et la construction de tunnels. Avec le comité et le secrétariat d'Infra Suisse, je vais m'engager avec tous mes moyens pour défendre les intérêts des constructeurs suisses d'infrastructures. Je suis là pour vous!

Claudio Giovanoli, président



*Moi-même et Infra Suisse
défendons clairement et sans
réserve une concurrence ouverte,
équitable et transparente.*

Le FORTA se concrétise

D'ici 2030, le Conseil fédéral veut investir quelque 13 milliards de francs dans les routes nationales. Pour les constructeurs suisses d'infrastructures, cela signifie non seulement davantage de contrats, mais aussi une plus grande fiabilité des investissements, a souligné Urs Hany, lors de l'assemblée des membres d'Infra Suisse, à Rheinfelden. C'était aussi sa dernière assemblée en tant que président fin avril.

Aujourd'hui déjà, les plus de 20'000 heures de bouchons par an nuisent à l'économie suisse. Grâce au fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA), cela doit changer. Le Conseil fédéral a soumis aux Chambres fédérales un crédit d'engagement de 4,4 milliards de francs pour quatre projets d'aménagement et le second tube routier au Gothard. Parallèlement, 8,2 milliards de francs sont prévus pour l'exploitation, l'entretien et des adaptations du réseau des routes nationales, de 2020 à 2023. L'Office fédéral des routes (OFROU) dispose ainsi que quelque 13 milliards de francs jusqu'en 2030.

Les constructeurs d'infrastructures se réjouissent de l'augmentation prévisible du volume de mandats – mais espèrent surtout que ce volume sera fiable. «L'OFROU, le plus important maître d'ouvrage pour les constructeurs suisses d'infrastructures, a également besoin de ressources suffisantes en personnel», a relevé Matthias Forster, directeur d'Infra Suisse, lors de l'assemblée des membres. Ce n'est qu'ainsi que les futurs projets pourront être réalisés dans les délais et efficacement. Le fait que les prestations propres de l'OFROU dans le domaine des infrastructures représentent, aujourd'hui déjà, à peine deux pour cent inquiète le secteur.



L'ancien et le nouveau président d'Infra Suisse: Urs Hany et Claudio Giovanoli



Nouveau président et nouveaux membres

Après sept ans à la tête d'Infra Suisse, Urs Hany a remis la présidence, lors de cette assemblée des membres. Les membres l'ont remercié de son grand engagement. Avec les décisions en faveur du fonds d'infrastructure ferroviaire, le FORTA et le



Christoph Zaugg et Marcel Baumann, nouveaux membres au comité d'Infra Suisse

second tube routier au Gothard, des décisions importantes en matière de politique d'infrastructures ont été prises durant son mandat. Claudio Giovanoli est le nouveau président d'Infra Suisse. Cet ingénieur civil diplômé dirige l'entreprise Lazzarini AG, à Coire, et fait partie du comité de l'organisation faîtière depuis 2014.

Christoph Zaugg, de Friedli + Caprani AG à Berne, et Marcel Baumann, d'Antiglio SA à Fribourg, ont été nouvellement élus au comité d'Infra Suisse. Parallèlement, Olivier Balmer, de Marti Tunnelbau AG à Moosseedorf, a quitté le comité. Par ailleurs, Urs Lütolf a quitté la direction de l'école professionnelle des constructeurs de voies de communication à Sursee. Pendant dix ans, il a marqué cette école par son engagement et ses idées novatrices, et en a fait l'un des instituts de formation le plus progressistes de Suisse. Infra Suisse est l'organe responsable de cette école professionnelle intercantonale.

Un événement pour les décideurs dans la construction de routes et le génie civil



Complexité et densité législative toujours plus élevées, pression croissante sur les délais et les marges: dans la construction de routes et le génie civil, ces défis concernent les entreprises toute la Suisse, malgré les différences régionales. La première manifestation d'Infra Suisse dans la construction de routes et le génie civil se penchera sur ces thèmes. Cette manifestation d'une journée en automne 2018 s'adresse principalement aux cadres des entreprises de construction de routes et de génie civil.

Six conférencières et conférenciers présenteront des thèmes d'actualité du secteur. De nombreux

aspects de la construction de routes et du génie civil concernant les décideurs seront couverts, allant de la gestion des contrats d'entreprise à la sécurité au travail, à la numérisation dans la pratique et à la prévention du burn out en passant par la mise en œuvre de l'OLED. A côté des conférences, les participants auront également le temps et l'occasion de discuter avec les spécialistes et d'entretenir leur réseau.

Réservez cette date dès maintenant:
Mercredi 7 novembre 2018, WBZ Lenzburg
L'événement est en allemand.

Elle arrive, l'aide à l'exécution de l'OLED

L'ordonnance sur la limitation et l'élimination des déchets (OLED) est en vigueur depuis début 2016. Son application relève, en règle générale, de la compétence des cantons. Pour cette application, l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) élabore une aide à l'exécution, en collaboration avec des experts de l'administration et de certains secteurs. Infra Suisse y apporte les besoins et la vision des entreprises de construction.

Structure: Aide à l'exécution de l'OLED

Généralités	Types de déchets	Installations d'élimination des déchets
- Dispositions générales - Echantillonnage des déchets solides - Rapport	- Déchets riches en phosphore - Valorisation des laitiers d'aciérie électrique - Déchets de chantier 	- Installations de compostage et de méthanisation - Installations de traitement thermique - Décharges
	Déchets de chantier - Diagnostic des polluants et informations concernant l'élimination des déchets de chantier - Valorisation de matériaux d'excavation et de percement - Valorisation de matériaux minéraux de démolition - Elimination de déchets contenant de l'amiante - Boues issues du secteur de la construction	

L'aide à l'exécution de l'OLED doit soutenir les cantons dans le domaine de plus en plus complexe de l'environnement. Parallèlement, l'économie doit profiter d'une application unifiée de l'ordonnance. L'aide à l'exécution comprend les rubriques «Généralités», «Types de déchets» et «Installations d'élimination des déchets». Chacune de ces rubriques comprend plusieurs modules (voir illustration ci-dessous).

Infra Suisse veut contribuer à une conception de l'aide à l'exécution qui soit équitable, judicieuse et réaliste pour les entreprises de construction. Infra Suisse intervient avant tout dans le module «Déchets de chantier». Celui-ci est subdivisé en cinq parties et occupe une place importante au sein de l'OLED en raison du volume des flux de matériaux. Pour les entreprises de construction, il est également important que les maîtres d'ouvrages soient tenus d'effectuer un diagnostic sérieux des polluants dans le périmètre de construction et de fournir des informations claires relatives au type, à la qualité et à la quantité des déchets qui seront produits ainsi qu'aux filières d'élimination prévues (article 16 OLED) et qu'ils assument cette obligation. La valorisation visée des matériaux de démolition

doit impérativement être considérée sous l'angle des possibilités. Les possibilités d'utilisation de béton de démolition (article 20 OLED), par exemple, dépendent non seulement du diamètre des éléments, mais aussi d'autres propriétés comme la dureté, l'état de surface ou le module E. Des concepteurs expérimentés en tiennent compte dans le cadre de la conception et créent ainsi la transparence et la clarté nécessaires. Cela est utile pour l'évaluation des risques et l'établissement d'offres fiables.

Quand cette aide à l'exécution sera-t-elle publiée?

Il faudra encore un certain temps avant que l'aide à l'exécution soit entièrement publiée. C'est la raison pour laquelle l'OFEV a décidé de mettre en consultation séparément chaque module terminé (www.bafu.admin.ch/oled). Infra Suisse souhaite une application la plus unifiée possible de l'OLED. L'élaboration précipitée par des cantons isolés de leurs propres aides à l'exécution serait par conséquent considérée comme inutile, voire contre-productive. Les spécialistes de l'OFEV, associés aux représentants de l'économie, fournissent un travail précieux et de qualité pour l'élaboration de cette aide à l'exécution.

Où avons-nous besoin d'un chef de la sécurité?

La CFF sécurité est un bien précieux. C'est tout particulièrement le cas pour les chantiers sur des installations ferroviaires ou à proximité de celles-ci. Pour que des mesures aient un avantage effectif pour la sécurité, elles doivent être clairement formulées et correspondre aux nécessités réelles. La situation actuelle concernant le régime de sécurité des CFF préoccupe les entreprises de construction. Infra Suisse œuvre à améliorer la situation, en collaboration avec les CFF.



Les problèmes qu'ont connus les CFF au début, concernant les inscriptions aux cours pour les personnes ayant des fonctions de sécurité ainsi que l'établissement des attestations, se sont quelque peu améliorés. Entre-temps, de nombreuses entreprises forment nettement moins de chefs de la sécurité, voire n'en forment plus du tout. Pour ces entreprises, le coût est tout simplement trop élevé.

Pour Infra Suisse, l'engagement de chefs de la sécurité propres à l'entreprise reste un élément important. Car la connaissance des tâches du chef de la sécurité est importante pour assurer une collaboration optimale sur le chantier. Elle est également utile pour le calcul et la conception des offres. Dans un grand nombre d'appels d'offres, les CFF exigent explicitement l'engagement d'un chef de la sécurité, parfois cela représente même un critère d'aptitude. Infra Suisse s'engage par conséquent auprès des CFF pour une conception réaliste et pertinente des exigences, notamment au niveau des appels d'offres.

Il n'est pas évident de déterminer le nombre de chefs de la sécurité dont les CFF ont actuellement besoin. Il est toutefois clair que la comparaison du «chef de la sécurité» actuel avec l'ancien «chef de sécurité privé» n'est pas judicieuse, du fait qu'ils ont des fonctions différentes. Autrefois, les CFF disposaient d'environ 3500 «chefs de sécurité privés». Les constructeurs d'infrastructures ne peuvent pas non plus revenir à l'ancien système, mais demandent que les CFF communiquent clairement quelles fonctions du chef de la sécurité sont requises dans quelles circonstances.

Un casse-tête dans le processus d'appel d'offres

En fonction de la situation, la formation «autoprotection déplacement sur les voies» ou «autoprotection travaux sur les voies» pourrait s'avérer suffisante pour travailler sur des chantiers des CFF. Dans les appels d'offres, les CFF demandent toutefois le plus souvent un chef de la sécurité. Les entreprises de construction ne peuvent guère évaluer si cela est effectivement nécessaire et sont obligées de former leur propre personnel ou d'engager des chefs de la sécurité auprès de tiers. Si cela ne change pas, l'exigence actuelle des 60 interventions par an est trop élevée et n'est pas réaliste pour les raisons suivantes:

- Les interventions éligibles sont liées à des prestations précisément définies. Chaque journée

de travail sur le chantier n'est pas automatiquement comptabilisée comme intervention, au sens du règlement des CFF.

- Les chefs de la sécurité sont responsables de la surveillance des sites de travaux. Comme il y a généralement plusieurs sites de travaux sur les grands chantiers, il faut aussi plusieurs chefs de la sécurité.
- Comme un chef de la sécurité doit toujours être présent, il faut en principe un deuxième chef de chantier comme remplaçant.

Il n'est pas certain que le besoin des CFF en chefs de la sécurité puisse être couvert à court ou à moyen terme par des chefs de la sécurité provenant d'entreprises tierces. L'engagement de tels chefs de la sécurité extérieurs à l'entreprise soulève aussi des questions quant à la relation contractuelle, à la responsabilité et à l'assurance.

Des solutions plus souples sont nécessaires

Sur les chantiers complexes, les exigences en matière de sécurité sont indubitablement élevées. Sur les chantiers moins complexes, par exemple sur les tronçons à une voie ou pour les constructions à proximité des voies, les exigences en matière de sécurité sont tout aussi élevées, ce qui est parfaitement justifié. Ces exigences pourraient toutefois être réalisées de manière différente et ne requièrent pas nécessairement la présence permanente sur place d'un chef de la sécurité. Actuellement, la définition de la fonction du chef de la sécurité le destine principalement à la surveillance de chantiers complexes. Dans les documents d'appel d'offres, on demande souvent explicitement un chef de la sécurité. Pour les chantiers moins complexes, il faut par conséquent trouver une solution mieux adaptée. Cela est important, notamment, pour les innombrables maîtres d'ouvrage publics ou privés réalisant divers projets de construction à proximité des voies. Il faut par conséquent, dès la phase d'appel d'offres, des exigences claires concernant la nécessité effective d'un chef de la sécurité et ses domaines d'intervention. De cette manière, la compétitivité des soumissionnaires qui renoncent à avoir leur propre chef de la sécurité ne serait pas inutilement restreinte.

Pour plus d'information: infra-suisse.ch/cff

Passionner la relève pour les travaux souterrains

Le site Internet constructeur-de-tunnels.com et la brochure d'information correspondante montrent les nombreuses perspectives professionnelles et possibilités de carrière dans une entreprise de travaux souterrains. Dès maintenant, cette offre d'Infra Suisse se présente dans un nouveau design, avec six portraits vidéo des différents métiers.



«Les études d'ingénieur connaissent, aujourd'hui, un regain d'intérêt. Cela nous permet d'espérer qu'un plus grand nombre de futurs ingénieurs s'intéressent aux travaux souterrains. Avec notre nouveau site Internet, les vidéos et la brochure, nous voulons montrer aux étudiants et aux professionnels intéressés les défis passionnants de notre secteur», souligne Stefan Müller, président de la commission de formation travaux souterrains d'Infra Suisse.

Infra Suisse s'engage depuis de nombreuses années pour mieux faire connaître la fascination et les possibilités professionnelles dans les travaux souterrains.

A côté de l'offre d'information, les futurs ingénieurs et ingénieures peuvent également suivre le cours travaux souterrains pour étudiants EPF/HES.

Les jeunes professionnels compétents et motivés sont demandés dans les travaux souterrains. Avec les tunnels de l'Albula, du Bötztberg ou du Gubrist – pour n'en citer que quelques-uns – d'importants ouvrages souterrains sont actuellement réalisés en Suisse. Compte tenu de l'évolution sociétale et économique, la réalisation de nouvelles voies de communication souterraines deviendra toujours plus importante.

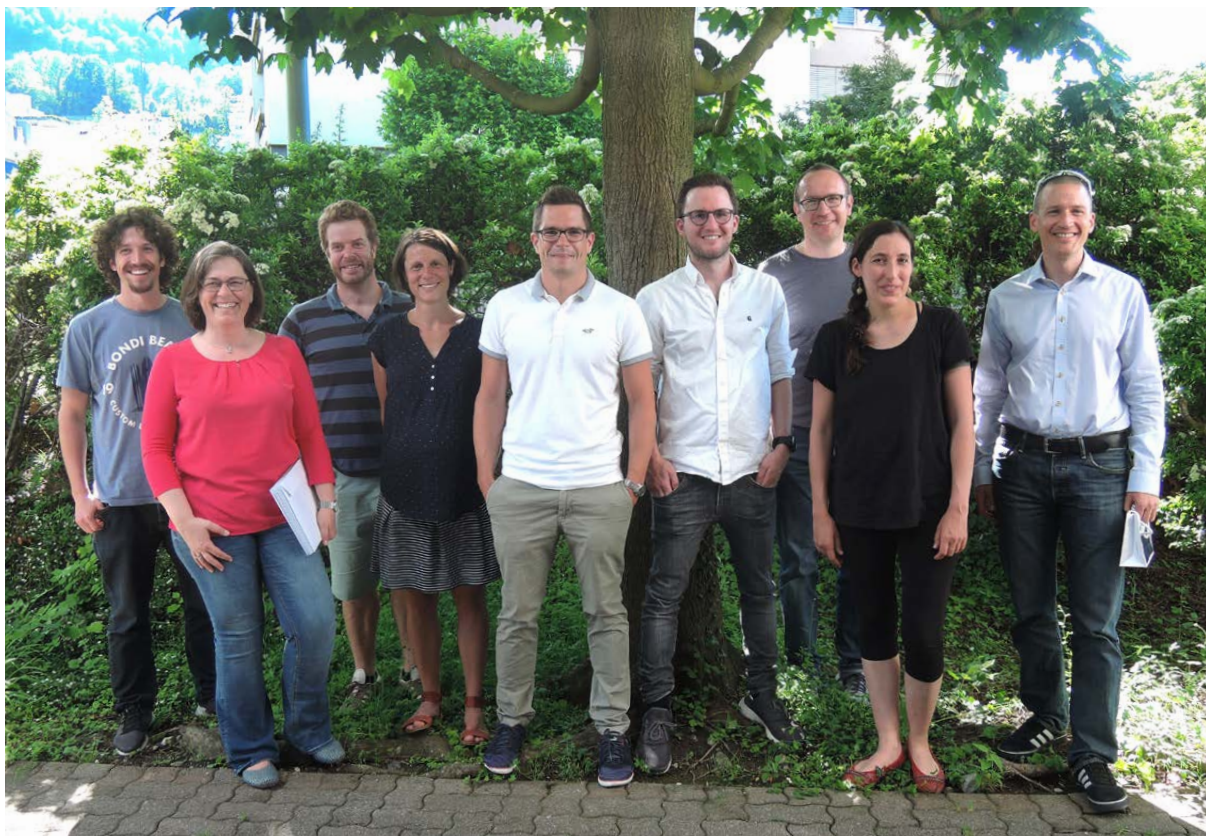
Commandez la brochure gratuitement: infra-suisse.ch/une-activite-en-profondeur

Les métiers des travaux souterrains sur constructeur-de-tunnels.com



«J'ai rarement autant appris en si peu de temps»

Pour la troisième fois déjà, Infra Suisse a donné le cours CAS «Construction de fondations et travaux spéciaux du génie civil», en collaboration avec la haute école de Lucerne. Fin mai, sept étudiants et trois étudiantes ont terminé ce cours avec succès et ont reçu leurs diplômes à Horw.



Les participants avec les responsables de la filière Sara Montani (deuxième depuis la gauche) et Markus Zieroff (à droite)

Pour planifier et exécuter avec succès les travaux toujours plus complexes dans la construction de fondation et les travaux spéciaux du génie civil, il faut des spécialistes qualifiés. Ils doivent être capables d'avoir une vision globale, connaître parfaitement le domaine des normes et des contrats et posséder des compétences organisationnelles et en matière de planification. Le cours CAS leur transmet le savoir-faire nécessaire à cela. Il s'adresse à tous les groupes professionnels participant à la planification, à la réalisation et à l'organisation de projets dans la construction de fondation et les travaux spéciaux du génie civil.

Unique, proche de la pratique et très recommandable

Fin mai, c'est déjà la troisième volée d'étudiants qui a terminé ce cours. Les dix titulaires ont reçu leur diplôme des mains de René Schmidli, membre du comité d'Infra Suisse, dans un cadre festif. En outre, la géologue Rachel Riner a été primée pour le meilleur mémoire. A la question de savoir pourquoi elle recommanderait ce cours, elle répond avec enthousiasme: «Parce que l'effort consenti et le bénéfice qu'on en tire sont dans un excellent rapport. J'ai rarement autant appris en si peu de temps.» Les étudiants ont pu compter, pour cela, sur des conférencières et des conférenciers expérimentés. Ainsi, lors de la remise des diplômes, l'ingénieur civil Michael Grosser a souligné la transmission

directe et proche de la pratique de la matière du cours. Les participants ont également relevé qu'ils pouvaient immédiatement mettre à profit leurs nouveaux acquis dans leur travail quotidien. L'étudiante Natascha Torres a également souligné les excellents échanges: «Le CAS est une occasion unique pour discuter des problèmes usuels du processus de construction avec tous les intervenants – géologues, ingénieurs, entreprises et maîtres d'ouvrages.»

Les enseignants

Sara Montani (Emch+Berger AG), Fritz Neiger (Marti AG), Mirko Feller (Emch+Berger AG), Michael Merz (epartners Rechtsanwälte AG), Stefan Irngartinger (BLS AG, Alptransit), Adrian Murer (PSP Swiss Property AG), Dominik Cantaluppi (Emch+Berger AG, Vermessungen), Carola Maffini (KIBAG Bauleistungen AG), Pirmin Betschart (JMS RISI AG), Roland Spicher (Die Mobiliar, Versicherungen & Vorsorge), Daniel Bucher (Implenia Schweiz AG, Spezialtiefbau), Markus Zieroff (Kästli Bau AG, CAS-Programmleiter)

Le prochain CAS débutera le 25 octobre 2018 à la haute école de Lucerne, à Horw. Dernier délai d'inscription le 15 août 2018.

infra-suisse.ch/cas

Des matériaux de percement à la promotion de la relève

Début mai a eu lieu, à Winterthur, la conférence spécialisée de printemps Travaux souterrains. Les constructeurs de tunnels y ont notamment parlé de formation et de promotion de la relève, ainsi que de la gestion des matériaux de percement.



Le monde des travaux souterrains

Le fonds des constructeurs de tunnels finance, entre autres, le cours de haute école organisé chaque année. Ce cours est très apprécié par des étudiants de toute la Suisse. Le prochain cours aura lieu du 10 au 13 septembre 2018. Dans ce cadre, les étudiants visiteront et étudieront les chantiers souterrains des tunnels du Gubrist et du Bözberg.

La conférence spécialisée se montre également très satisfaite de nouveau site Internet constructeur-de-tunnels.com et de la brochure correspondante. A travers des vidéos passionnantes et des photos attrayantes, ils illustrent les nombreuses possibilités de carrière dans les travaux souterrains (page 12).

Journée des cadres et OLED

Stefan Müller, président de la commission de formation de la conférence spécialisée Travaux souterrains, est revenu sur la journée des cadres du 20 mars 2018. Elle a été placée, cette année, sous le titre «Entre métiers, tribunaux et valeurs limites». Roland Hürlimann s'est penché sur de récentes décisions de justice dans le domaine de la construction d'infrastructures ainsi que sur la procédure d'arbitrage selon la norme SIA 150. Richard Kocherhans, de l'OFROU, a parlé de la collaboration entre le

maître d'ouvrage et l'entreprise de construction. Quant à Martin Preisig, de l'entreprise Eberhard Bau AG, il a montré comment l'ordonnance sur la limitation et l'élimination des déchets (OLED) pouvait être appliquée dans la pratique.

Des aides à l'exécution sont actuellement élaborées pour l'OLED sous la direction de l'Office fédéral de l'environnement. Elles doivent assurer une application uniforme des dispositions de l'ordonnance. Les aides à l'exécution relatives à l'obligation de conduire une étude préalable et au concept d'élimination, à la valorisation des matériaux de démolition ainsi qu'à la gestion des boues, des matériaux d'excavation et de percement concernent tout particulièrement les constructeurs de tunnels. Infra Suisse collabore dans les groupes de travail correspondants.

Dejan Lukic, directeur technique chez Infra Suisse, a rendu compte des discussions avec CFF Infrastructure et de l'engagement actuel des CFF en matière de sécurité. Le nombre d'interventions sur des chantiers des CFF requis pour les chefs de la sécurité reste un sujet de préoccupation pour les entreprises (page 10).

Les constructeurs de routes sont prêts

Des exercices sur le projet à réaliser, une introduction aux relations avec les médias et l'essayage des tenues officielles des championnats étaient au programme des journées de préparation aux SwissSkills 2018, fin mai dernier, dans le campus de Sursee. Deux des douze participants ont été suivis par une équipe de télévision de Schweizer Fernsehen.



Pour Fabian Leuenberger (20 ans), une chose est claire: «Je veux gagner!» En septembre, ce jeune constructeur de routes de l'entreprise Gränicher AG se battra, avec son collègue Daniel Ruch (21 ans) pour le titre de champion suisse des constructeurs de routes. Mais les cinq autres équipes de Suisse romande et de Suisse alémanique partagent

la même ambition. Ces championnats suisses se déroulent du 12 au 16 septembre à Berne, dans le cadre des SwissSkills 2018. Fin mai, les concurrents se sont rencontrés dans l'école professionnelle des constructeurs de voies de communication, à Sursee, pour une dernière préparation en commun.



Fabian Leuenberger (Gränicher AG)
Daniel Ruch (Gränicher AG)



Patrick Bürgler (Cellere Bau AG)
Nicola Schelling (Cellere Bau AG)



Joel Schneider (Hans Weibel AG)
Jonas Gächter (Kluser Oberriet AG)



Alexandre Zosso (Antiglio SA)
David Mettraux (JPF Construction SA)



Eric Estevez (Torti Frères SA)
Julien Berbier (François Donzé SA)



Florent Dupasquier (BEATI Frères SA)
Tiago Da Cruz (Camandona SA)



Tout sera question de précision

Lors des Championnats, à Berne, les participants auront tout juste quatre jours pour réaliser un ouvrage routier. Dans ce cadre, la hauteur, la pente et la géométrie devront correspondre au millimètre près aux indications du plan. La précision est très importante dans la construction de routes. Les concurrents ne découvriront toutefois qu'aux SwissSkills les détails de cet ouvrage d'un peu plus de 51 mètres carrés. Quelques éléments exigeant une habileté particulière ont toutefois déjà été exercés à Sursee. Un travail de précision dans la construction de routes exige une équipe bien rodée. La capacité à travailler en équipe est par

conséquent une qualité essentielle dans la construction routière. «J'aime travailler en équipe. C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles j'ai choisi un apprentissage de constructeur de routes», relève par exemple Alexandre Zosso (19 ans), de Corjolens, dans le canton de Fribourg. Il travaille pour l'entreprise Antiglio SA. Aux SwissSkills, les constructeurs de routes ne s'affrontent pas non plus seuls, mais par équipes de deux. Il est donc très important que l'équipe soit parfaitement rodée. Lors des journées de préparation à Sursee, les participants ont également suivi une formation aux relations avec les médias, afin de ne pas briller seulement lors des épreuves, mais aussi devant la caméra. Et ils



ont directement pu mettre en œuvre leurs connaissances nouvellement acquises: une équipe de télévision de Schweizer Fernsehen était également présente lors de ces journées de préparation.

Le plus grand show professionnel du monde

L'ambiance des épreuves, à Berne, n'a pas grand-chose en commun avec le travail quotidien usuel d'un constructeur de routes. Dans le cadre de ces championnats, les concurrents seront exposés au regard attentif des médias et du public. On y attend en effet 150'000 visiteurs, dont plus de 45'000 élèves avec leurs classes. Parallèlement, la SRG SSR diffusera un reportage détaillé sur les

SwissSkills dans toutes les régions du pays, dans le cadre d'une semaine thématique nationale. A côté des épreuves des constructeurs de routes, Infra Suisse présentera également, à son stand, d'autres aspects passionnants de ce métier diversifié.

SwissSkills 2018

12 – 16 septembre, Berne

#InfraSuisse

Billets gratuits:

constructeur-de-routes.ch/championnat

Un homme d'action et de consensus se retire

Urs Hany était président d'Infra Suisse jusqu'au 26 avril 2018 et est vice-président de la SSE jusqu'à la fin de l'année. Coup de projecteur sur sa carrière et son travail qui sont un modèle pour autrui.



«J'ai eu beaucoup de chance.» C'est une phrase qui parvient plusieurs fois aux oreilles de la journaliste lors de son interview avec Urs Hany.

Né à Zurich, Urs Hany n'avait jamais pensé qu'il deviendrait un jour président d'Infra Suisse et qu'il

donnerait d'importants stimulants au génie civil en Suisse. Enfant, il voulait devenir pilote professionnel. Il s'avère qu'Urs dont le père était chef d'atelier n'a pas été admis à la formation de pilote chez Swissair, car la forme de ses doigts n'était pas conforme aux critères en vigueur. Une autre

personne se serait sentie frustrée, mais Hany ne fait pas partie de ceux qui se laissent démonter par un tel verdict. Mais finalement, il a pu réaliser son rêve et devenir pilote professionnel; il a suivi une formation à ses propres coûts et a offert ses services à des clients privés. Quelle a été sa carrière dans la construction? Il a tout d'abord fait un apprentissage de dessinateur. Il a très vite été fasciné par la construction de tunnels et par des projets spéciaux du génie civil. Puis, il a obtenu le diplôme d'ingénieur après ses études à la haute école spécialisée de Winterthur et, dans le cadre d'une formation complémentaire, il a suivi des cours à l'EPF Zurich en qualité d'auditeur. Au terme de sa formation, il a tout d'abord mis en pratique ses connaissances en tant qu'employé, soit comme conducteur de travaux dans l'ingénierie dans le secteur assainissements de tunnels ferroviaires. En 1985, il a osé franchir le pas pour se mettre à son compte dans l'entreprise Greuter Grundbau (son nom est issu d'un actionnaire minoritaire). Cette entreprise était spécialisée dans les assainissements de tunnels et les travaux spéciaux de génie civil, domaines tout trouvés pour Hany qui en 2005, a vendu Greuter Grundbau AG à la société Greuter AG.

Homme du consensus

Dans l'intervalle, Hany a accordé la priorité à sa carrière politique. A 20 ans, dès qu'il a eu le droit de voter, il était déjà candidat à la commission de révision des comptes de sa commune. Il a créé par la suite à Niederhasli, son nouveau domicile, une section PDC où il a été en fonction pendant douze ans comme conseiller municipal. Après avoir siégé comme député au Grand Conseil zurichois, il a été élu au Conseil national en 2006. En tant que chef de campagne du PDC en fonction depuis de nombreuses années, il a marqué un grand coup en parvenant à faire entrer Hans Hollenstein au Conseil d'Etat zurichois en lieu et place de Toni Bortoluzzi, de sorte que l'UDC s'est vu privé d'un siège.

La polarisation actuelle des positions politiques est loin de lui plaire, déclare-t-il en précisant qu'il a toujours fait partie de ceux défendant clairement leur opinion. Son but n'est cependant pas de l'imposer, si possible au détriment d'autrui, mais d'aboutir à un consensus acceptable pour tous. C'est pourquoi il est membre du PDC, qui est le parti du centre. «Hélas, la politique a tendance à accorder de plus en plus d'importance à des déclarations

musclées qu'aux solutions.» Il s'est fait respecter par son aptitude au consensus, ce qui lui a permis de constituer un vaste réseau de relations politiques. Dans le cadre de la cérémonie organisée lors de ses adieux comme président d'Infra Suisse, la cheffe du DETEC Doris Leuthard lui a adressé une lettre par laquelle elle a tenu à le féliciter pour son engagement hors pair. Lorsqu'il siégeait au Conseil national, Hany était membre de la commission des transports et des télécommunications (CTT), de la commission des constructions publiques dont il a même été président et, enfin, de la commission judiciaire (CJ).

Faire d'une défaite un succès

En 2011, Hany a dû encaisser une cuisante défaite lors de sa non-réélection au Conseil national, il lui manquait effectivement 394 voix pour être réélu. En fait, son parti le PDC a perdu un siège à la Chambre du peuple comme représentant du canton de Zurich. Et il s'agissait précisément du siège occupé par Hany jusqu'alors. Avant la votation, on avait déjà la certitude que les CN du PDC zurichois n'allaient pas être réélus dans leur totalité. Hany avait dirigé la campagne électorale de son canton en s'engageant, non pas pour ses propres intérêts – trait typique de son caractère – mais pour ceux de son parti. Selon certaines rumeurs, son siège est passé à la trappe en raison de manœuvres à l'arrière. Hany n'entre pas en matière lorsqu'on lui pose la question. Il préfère mentionner que l'unique défaite qu'il a dû encaisser durant sa vie a aussi représenté une chance. Effectivement, plusieurs mandats intéressants lui ont été proposés dont il s'occupe avec plaisir. En fait, il n'est pas la personne à s'accrocher à une fonction; de toute façon, son intention aurait été de se retirer du Conseil national au terme de la législature pour laquelle il s'était représenté. Même si cet échec l'a affecté dans un premier temps, il n'est pas le genre de personne à être amer, mais à considérer les changements comme chance. Ainsi, il est devenu membre du tribunal zurichois pour les recours dans la construction. En outre, il est président du conseil d'administration de Sillon Suisse SA, membre du comité de Litra et, enfin, membre du conseil d'administration de Greuter AG. «Ces tâches ont toutes été captivantes», nous dit-il.

Le poste rêvé chez Infra

Au cours de l'interview, on remarque qu'Urs Hany avait le feu sacré dans ses fonctions chez Infra.

Il a été membre de son comité pendant dix ans, et dont sept ans comme président. C'est non sans une grande fierté qu'il jette un regard rétrospectif sur les objectifs atteints par Infra, comme par exemple la garantie d'une bonne formation. Mais il demeure modeste, en relevant qu'il a vraiment eu de la chance d'avoir une bonne équipe pour le soutenir dans ses activités. Il mentionne l'ancien directeur Benedikt Koch et celui actuellement en fonctions Matthias Forster, ainsi qu'Urs Lütolf, chef de l'école des constructeurs de voies de communication. «Ces personnes ont fait tout le travail, j'ai pu entièrement me fier à elles.» Durant cette période, Hany a réussi un coup de maître qui a consisté à tirer profit de ses relations politiques en faveur d'Infra et de la SSE. «J'entretiens de très bonnes relations avec l'OFROU ainsi qu'avec l'Office fédéral de l'énergie», précise-t-il en énumérant les avantages de son vaste réseau de contacts. Hany a été ainsi en mesure de déposer les demandes d'Infra à la bonne adresse. Si la situation l'exigeait, il a presque toujours obtenu un rendez-vous avec un Conseiller fédéral. Même s'il n'est plus conseiller national, Hany est souvent à Berne.

Il n'est pas la personne qui se dit: «ceux qui ont du courage, n'ont qu'à se mettre sur les rangs pour me succéder, mais ils doivent savoir qu'une belle fois, je ne serai plus là et que la barre des exigences pour occuper ce poste est placée très haut. En revanche, Hany avait à cœur d'engager les démarches pour sa succession en bonne et due forme. «En général, nos présidents sont élus pour deux ans. Mais en 2017, j'ai décidé de me faire élire pour une année, soit jusqu'au 26 avril 2018. C'est Claudio Giovanoli qui me succédera dès le 27 avril. Je l'ai déjà présenté à mes interlocuteurs à Berne, comme étant élu pour me remplacer. Si j'avais déclaré qu'il serait vraisemblablement élu comme mon successeur, cette nouvelle aurait eu un tout autre impact.» Et de préciser qu'il a déjà bien initié Giovanoli à ses nouvelles tâches. «Ainsi, Infra continuera à bénéficier de mes relations politiques, même lorsque j'aurai tiré ma révérence.»

Vice-président de la SSE

En tant que président d'Infra, Hany a fait automatiquement partie du comité central de la SSE. Au cours des quatre dernières années, il a occupé les fonctions de vice-président qu'il exercera jusqu'à la fin de l'année. Il est ravi que le président central de la SSE Gian-Luca Lardi s'y connaisse bien dans

le génie civil. A son avis, Lardi était le successeur idéal de Werner Messmer. «Au début il était politiquement actif seulement à l'échelon de sa commune, mais pas sur le plan national. Mais il est parvenu rapidement à se mouvoir avec aisance sur la scène politique à Berne». Le président central de la SSE a également pu compter sur les contacts de Hany qui précise toutefois: «Nous n'avons certes pas toujours la même opinion, mais nous pouvons bien discuter. Et c'est ce qui compte finalement.»

Quels ont été les changements dans la branche de la construction au cours de toutes ces années? «Les possibilités de recours ont pour conséquence qu'il faut attendre trop longtemps avant de pouvoir construire. Les décisions juridiquement valables sont prises avec un très grand retard. De plus, il faudrait faire passer le bien général avant les attentes individuelles. Ainsi, les personnes ne sauraient retarder la réalisation de projets de construction sur plusieurs années pour des raisons personnelles. Mais la voie menant à ce but est une autre, car il faudrait introduire la pesée des intérêts à tous les échelons, soit sur le plan communal, cantonal et national.»

Temps pour ses petits-fils et des voyages

Quels sont les projets de Hany lorsqu'il se sera retiré de la présidence d'Infra? Il s'est marié très tôt, il a deux filles et deux petits-fils. Il se réjouit d'avoir plus de temps à consacrer à ces derniers et à faire des voyages avec son épouse. Mais vu qu'il conservera certains mandats, sa charge de travail avoisinera 50 à 60 pour-cent. Bien sûr qu'il n'entend pas poursuivre ces tâches à perpétue. «Il y aura du nouveau», il en est persuadé en déclarant qu'il est justement un homme d'action qui aime bien pouvoir réaliser quelque chose de concret. C'est ce qu'il peut faire d'ailleurs chez Infra.

Texte: Susanna Vanek, Journal Suisse des Entrepreneurs

QUI SERA LE MEILLEUR CONSTRUCTEUR DE ROUTES?

12 – 16 SEPTEMBRE 2018

Championnat suisse
des constructeurs de routes

SwissSkills 2018 à Berne

constructeur-de-routes.ch/championnat
#InfraSuisse



Révision de la législation sur les marchés publics



Les marchés publics devraient être adjugés au soumissionnaire présentant l'offre la meilleure en termes de prix et de qualité. C'est ce qu'a décidé le Conseil national dans le cadre de ses délibérations relatives à la révision de la loi sur les marchés publics (LMP). Par sa décision, le Conseil national donne la possibilité de mieux investir les deniers publics dans des marchés avec critères basés sur la qualité et la durabilité à coûts modestes. Dans le même temps, l'harmonisation des législations cantonales sur les marchés publics présente de bonnes opportunités pour réduire les coûts de réglementation inutiles.

Prise de position face au PRODES



Infra Suisse salue le projet relatif au plafond de dépenses pour les routes nationales 2020-2023 ainsi que l'étape d'aménagement 2019. Ils mettent en œuvre ce que le peuple et les cantons ont demandé à la Confédération avec la création du fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération. Nous estimons toutefois que les compétences centrales du maître de l'ouvrage doivent impérativement rester auprès de l'OFROU et être adaptées aux exigences croissantes.

infra-suisse.ch/prises-de-position

Construction d'infrastructures 2018



De l'étape d'aménagement ferroviaire 2035 à l'analyse de la situation des routes cantonales en passant par la législation et les appels d'offres, sans oublier les championnats suisses, vous trouverez des rétrospectives et des perspectives passionnantes d'Infra Suisse dans le rapport Construction d'infrastructures. Dans la galerie photo, nous montrons les points forts des festivités du 50ème anniversaire de l'école professionnelle, à Sursee. Vous aimeriez commander le rapport «Construction d'infrastructures 2018»? Il vous suffit de nous le faire savoir: info@infra-suisse.ch, 058 360 77 77

Les manifestations d'Infra Suisse

lun-jeu	10.-13.09.2018	Cours travaux souterrains pour étudiants	Sursee
mer-dim	12.-16.09.2018	Championnat suisse des constructeurs de routes	Berne
lun-mar	17.-18.09.2018	Recherche et innovation en géotechnique	Sursee
jeu-ven	18.-19.10.2018	Conférence de travaux souterrains	Stuttgart
jeu	25.10.2018	Conférence sur les travaux spéciaux du génie civil	
mer	07.11.2018	Evénement Infra: Construction de routes et génie civil	Lenzburg

Impressum

Infra Suisse
Weinbergstrasse 49
Case postale
8042 Zürich

Tél. +41 58 360 77 77
Fax +41 58 360 77 75

info@infra-suisse.ch
infra-suisse.ch

Publié le 05 juillet 2018.
Paraît quatre fois par an.

Rédaction

Tina Grob: t.grob@infra-suisse.ch

Photos

Ben Zurbriggen: pages 2, 18 - 21
Service de presse des CFF: page 10
Markus Senn: page 22

